



Les médias d'information américains à l'épreuve du populisme autoritaire de l'Administration Trump

Sébastien Mort

IN **POLITIQUE AMÉRICAINE** 2018/2 N° 31 , PAGES 71 TO 104

PUBLISHER **L'HARMATTAN**

ISSN 1771-8848

ISBN 9782343161228

DOI 10.3917/polam.031.0071

Uploaded: 02/01/2019

Article available online at

<https://shs.cairn.info/revue-politique-americaine-2018-2-page-71?lang=fr>



Discover the contents of this issue, follow the journal by email, subscribe...
Scan this QR code to access the page for this issue on Cairn.info.



Electronic distribution Cairn.info for L'Harmattan.

You are authorized to reproduce this article within the limits of the terms of use of Cairn.info or, where applicable, the terms and conditions of the license subscribed to by your institution. Details and conditions can be found at cairn.info/copyright.

Unless otherwise provided by law, the digital use of these resources for educational purposes is subject to authorization by the Publisher or, where applicable, by the collective management organization authorized for this purpose. This is particularly the case in France with the CFC, which is the approved organization in this area.

Les médias d'information américains à l'épreuve du populisme autoritaire de l'Administration Trump

Sébastien Mort*

Résumé

La présidence Trump a installé un climat politique menaçant pour les médias d'information grand public. En partant de la prémisse que celle-ci incarne une forme de populisme autoritaire, cet article développe la thèse que Donald J. Trump déploie

4 types de stratégies d'intimidation : menaces de représailles institutionnelles, manœuvres d'opacification de la communication sur le processus décisionnaire, remise en cause de l'éthique des journalistes, et encouragements adressés à ses partisans à exprimer leur colère contre les médias.

Donald J. Trump entretient un rapport pour le moins ambivalent médias d'information grand public. Candidat extérieur à l'establishment républicain et la sphère politique tout à la fois, Trump a pleinement conscience qu'il lui faut se démarquer de ses concurrents afin d'attirer l'attention des médias d'information nationaux, ainsi qu'en témoigne le chapitre qu'il leur consacre dans le livre qu'il publie en 2015 au moment d'entrer en campagne :

J'utilise les médias de la façon dont les médias m'utilisent – pour attirer l'attention. Une fois que j'ai cette attention, c'est à moi de l'utiliser à mon avantage. J'ai appris il y a longtemps que si vous n'avez pas peur d'être direct, vous pouvez être sûr que les médias vont écrire sur vous ou vont vous supplier de venir dans leurs émissions. Si vous faites les choses un peu différemment, si vous tenez des propos scandaleux et rendez les coups, ils vous adorent. Donc, des fois, je fais des commentaires outranciers et leur donne ce qu'ils veulent – des téléspectateurs et des lecteurs – de façon à exprimer mon idée¹.

Ainsi, le style décapant et outrancier de Trump et sa rupture « avec la rhétorique aseptisée et conditionnée de ses prédécesseurs » pour le dire avec Kathleen

* Sébastien Mort est maître de conférences en civilisation américaine à l'Université de Lorraine.

1 Donald J. Trump, *Great Again: How to Fix our Crippled America*, New York: Threshold Editions, 2016, p.10-11.

Hall Jamieson et Doron Taussig² — sa « signature rhétorique » (*rhetorical signature*) selon les auteurs — occupe une place centrale dans la stratégie médiatique qu'il déploie pour mettre hors-jeu des concurrents républicains à qui l'establishment du parti est acquis et qui suivent les normes et conventions du jeu politique.

La stratégie est particulièrement fructueuse car Trump est celui des candidats qui, tous partis confondus, a bénéficié de la couverture médiatique la plus large — journaux du soir des trois grandes chaînes hertziennes ABC, NBC et CBS, chaînes câblées d'information Fox News et CNN, grande presse de référence (*newspapers of record*) —, que ce soit pendant la campagne des primaires³ ou la campagne pour l'élection présidentielle⁴. De ce fait, Trump s'est vu offrir un temps d'antenne considérable — certains talkshows télévisés et radiophoniques lui offrant la possibilité d'intervenir par téléphone⁵ —, ce qui confirme que la valeur commerciale du personnage et sa capacité à assurer des taux d'audimat élevés, elles-mêmes fruits de sa « valeur de divertissement » (*entertainment value*), n'ont pas échappé à ces médias⁶. Ainsi qu'il le résume lui-même, Trump entretient « *une relation à deux sens, mutuellement profitable avec les médias : chacun donne à l'autre ce dont il a besoin* »⁷. Ceux-là ont tout loisir de laisser à Trump le temps de parole qu'ils souhaitent car depuis l'abrogation de la Fairness Doctrine par la Federal Communications Commission en 1987⁸ — décision entérinée en 1989 par la Cour suprême⁹ —, les radios et télévisions ne sont plus soumises aux impératifs d'accès au plateau (*reasonable access requirement*) et d'égalité de temps de parole (*equal time requirement*) lors des campagnes. Par leur enthousiasme pour sa candidature, les médias d'information grand public ont joué un rôle clef dans la diffusion de son message, compensant ainsi les failles dans la coordination des activités du GOP, l'absence de dispositif de

.....
2 Kathleen Hall Jamieson, Doron Taussig, « Disruption, Demonization, Deliverance, and Norm Destruction: The Rhetorical Signature of Donald J. Trump », *Political Science Quarterly*, vol. 20, n°20, 2017, p.2.

3 Thomas E. Patterson, *News Coverage of the 2016 Primaries: Horserace Reporting Has Consequences*, Shorenstein Center on Media, Politics and Public Policy Harvard Kennedy School, Report, Juillet 2016, p.5.

4 Thomas E. Patterson, *News Coverage of the 2016 General Election: How the Press Failed the Voters*, Shorenstein Center on Media, Politics and Public Policy, Report, 2016, p.8.

5 Chris Wells, Dhavan V. Shah, Jon C. Pevehouse, Jon C. Pevehouse, JungHwan Yang, Ayelet Pelled, Frederick Boehm, Josephine Lukito, Shreenita Ghosh et Jessica L. Schmidt, « How Trump Drove Coverage to the Nomination : Hybrid Media Campaigning », *Political Communication*, vol. 33, n°4, 2016, p.670.

6 Regina G. Lawrence, Amber E. Boydston, « What We Should Really Be Asking About Media Attention to Trump », *Political Communication*, vol. 34, n°1, 2017, p.151.

7 D.J. Trump, *Great Again*, op. cit.

8 Robert D. Hershey, "FCC Votes Down Fairness Doctrine in a 4-0 Decision," *The New York Times*, 5 août, 1987.

9 *Syracuse Peace Council v. FCC*, 867 F.2d 654 (D.C. Cir. 1989).

mobilisation sur le terrain pleinement opérationnel — de nombreux employés des sections locales du GOP ont été licenciés au printemps 2016¹⁰ —, ainsi que la faiblesse des soutiens parmi la classe politique — en octobre 2016, 160 dirigeants républicains de premier rang avaient fait connaître publiquement leur intention de ne pas voter pour lui¹¹. En apportant de la cohérence à une organisation de campagne défaillante, les médias d'information se sont substitués au parti lui-même en jouant l'une des fonctions qui traditionnellement lui incombe¹².

Pour autant, depuis son entrée dans la course à la présidentielle, Trump ne cesse de nourrir des propos d'une violence inédite à l'encontre des journalistes des grands médias d'information et, ce faisant, met à mal ce qui était censé constituer une entente fondée sur la conscience d'intérêts mutuels bien compris. Ainsi, une rhétorique semblable à celle qu'il déploie pour attaquer ses adversaires politiques est mise au service d'un bras de fer avec des médias d'information, désignés tout à la fois comme « criminels » (*the criminal media*)¹³, séides de Hillary Clinton et des Démocrates¹⁴ ou « ennemis du peuple américain »¹⁵. Dans sa course à l'investiture, il compte donc non seulement les autres concurrents républicains parmi ses adversaires, mais également les médias : paradoxalement, Trump construit sa légitimité d'homme politique grâce aux médias d'information mais contre eux tout à la fois. Ce faisant, il a contribué à installer un climat politique particulièrement menaçant pour le journalisme américain, au point que le 6 octobre 2016, le conseil d'administration du Committee to Protect Journalism (CPJ) adopte une résolution déclarant que Trump représente « *une menace sans précédent pour les droits des journalistes et la capacité du CPJ à promouvoir la liberté de la presse autour du monde* »¹⁶, situation proprement inédite depuis la création du CPJ en 1981.

-
- 10 David A. Graham, « There is No Trump Campaign », *The Atlantic*, 9 juin 2016, www.theatlantic.com/politics/archive/2016/06/there-is-no-trump-campaign/486380/; dernière consultation le 3 juin 2018.
 - 11 Karen Yourish, Larry Buchanan et Alicia Parlapiano, « 160 Republican Leaders Don't Support Donald Trump. Here's When they Reached Their Breaking Point », *The New York Times*, 9 octobre 2016; dernière consultation le 3 juin 2018.
 - 12 Julia R. Azari, « How the News Media Helped to Nominate Trump », *Political Communication*, vol. 33, n°4, 2016, p.678.
 - 13 Donald J. Trump, « Presidential Candidate Donald Trump Speech in Nashville, Tennessee », C-SPAN, 29 août 2015, www.c-span.org/video/?327853-1/donald-trump-remarks-nashville-tennessee Consulté le 2 janvier 2018.
 - 14 Donald J. Trump, « Donald Trump Campaign Rally in Cincinnati, Ohio », C-SPAN, 13 octobre 2016, www.c-span.org/video/?416881-1/donald-trump-campaigns-cincinnati-ohio Consulté le 2 janvier 2018.
 - 15 Michael M. Grynbaum, « Trump Calls the News Media the Enemy of the American People », *The New York Times*, 17 février 2017.
 - 16 « CPJ chairman says Trump is threat to press freedom », Committee to Protect Journalism, 13 octobre 2016 <https://cpj.org/2016/10/cpj-chairman-says-trump-is-threat-to-press-freedom.php>; consulté le 2 décembre 2017.

À ce jour, il semble que la presse de référence et les hebdomadaires politiques se soient intéressés davantage que les chercheurs à la campagne d'intimidation que le 45^e président et son Administration mènent contre les médias d'information — à cet égard, une partie de la presse écrite et des médias audiovisuels semble accréditer l'idée d'une « guerre de Trump contre les médias »¹⁷ —, ce qui s'explique par les temporalités différentes selon lesquelles opèrent journalistes et chercheurs. Aucune étude scientifique ni agenda de recherche n'ont toutefois encore été publiés sur le phénomène. Pour lors, l'essentiel de la production scientifique sur le rapport de Trump aux médias d'information s'est concentré sur trois domaines : la façon dont celui-ci a mis à profit la *persona* façonnée tout au long des années passées en tant que figure vedette de l'émission de télé-réalité *The Apprentice* entre 2004 et 2010¹⁸, le rôle des médias d'information dans la légitimation de sa candidature et la diffusion de son message¹⁹, et enfin, son utilisation des réseaux sociaux — notamment Twitter —, un phénomène qui semble avoir accaparé toute l'attention des chercheurs ayant abordé cette question, qu'ils l'aient traitée de manière comparative avec les autres candidats²⁰ ou en se concentrant exclusivement sur Trump²¹.

-
- 17 Voir par exemple : Chris Cillizza, « Donald Trump's chilling escalation of his war with the media », *The Point with Chris Cillizza*, CNN Politics, 5 octobre 2017, <http://edition.cnn.com/2017/10/05/politics/donald-trump-media-war/index.html>; « Trump's War on the Media is Really a War on Truth », *Meet the Press with Chuck Todd*, MSNBC, 28 juin 2017, <https://www.nbcnews.com/meet-the-press/video/trump-s-war-on-the-media-is-really-a-war-on-truth-978359875805>; Matthew Yglesias, « Poll: Trump's war on the media is backfiring », *Vox*, 24 août 2017, www.vox.com/policy-and-politics/2017/8/24/16192762/trump-media-poll, consultées le 2 janvier 2018.
 - 18 Douglas Kellner, « The Apprentice, Twitter, and the Summer of Trump », p.7-12, in *American Nightmare: Donald Trump, Media Spectacle, and Authoritarian Populism*, Coll. *Transgressions: Cultural Studies and Education*, Vol. 117, Rotterdam SensePublishers, 2016; Greg Elmer, Paula Todd, « Don't Be a Loser: Or How Trump Turned the Republican Primaries into an Episode of The Apprentice », *Television & New Media*, vol.17, n°7, 2017, p.660-662.
 - 19 J. Azari, « How the News Media Helped to Nominate Trump », *op. cit.*; R. G. Lawrence, A. E. Boydston, « What We Should Really Be Asking », *op. cit.*; Chris Wells, Dhavan V. Shah, Jon C. Pevehouse, Jon C. Pevehouse, JungHwan Yang, Ayellet Pelled, Frederick Boehm, Josephine Lukito, Shreenita Ghosh, Jessica L. Schmidt, « How Trump Drove Coverage to the Nomination: Hybrid Media Campaigning », *Political Communication*, vol. 33, n°4, 2016, p.669-676.
 - 20 Gunn Enli, « Twitter as arena for the authentic outsider: exploring the social media campaigns of Trump and Clinton in the 2016 », *European Journal of Communication*, vol. 32, n°1, 2017, p.50-61; J. Ryoo (Jun Hyun), N. Bendle, « Understanding the Social Media Strategies », *op. cit.*
 - 21 Michael Cornfield, « Empowering the Party-Crasher: Donald J. Trump, the First 2016 GOP Presidential Debate, and the Twitter Marketplace for Political Campaigns », *Journal of Political Marketing*, 2017, p.1-32; Jacob Groshek et Karolina Koc-Michalska, « Helping populism win? Social media use, filter bubbles, and support for populist presidential candidates in the 2016 US Election Campaign », *Information, Communication & Society*, vol. 20, n°9, 2017, p.1389-1407; Justin H. Gross et Kaylee T. Johnson, « Twitter Taunts and Tirades: Negative Campaigning in the Age of Trump », *PS: Political Science & Politics*, vol. 49, n°4, 2016, p.748-754; Brian L. Ott, « The age of Twitter: Donald J. Trump and the politics of debasement », *Critical Studies in Media Communication*, vol. 34, n°1, 2017, p.59-68.

Seuls Kathleen Hall Jamieson et Doron Taussig semblent s'être intéressés aux assauts de Trump contre les médias, notamment dans une étude sur la signature rhétorique du 45^e président, en lien avec sa tendance systématique au dénigrement des institutions (*institutions disdaining*)²². Les auteurs y démontrent que toute instance susceptible de rappeler à Trump ses responsabilités ou de poser une limite à son pouvoir fait l'objet d'attaques virulentes, qu'il s'agisse du système judiciaire ou des médias d'information. Ils développent la thèse que de tels assauts contre des institutions établies ou protégées par la constitution s'expliquent par l'hostilité de Trump envers le principe d'exceptionnalisme américain selon lequel, par leurs institutions et leur attachement à la démocratie, les États-Unis constitueraient un exemple pour le monde²³.

Pour autant, si la remise en question de l'exceptionnalisme américain est bien un effet des attaques que porte Trump contre l'intégrité des médias, elle ne dit rien du mécanisme dans lequel s'inscrit ce phénomène. Or, le dénigrement systématique des institutions en tant que limite au pouvoir personnel de celui ou celle qui est à la tête de l'exécutif est caractéristique d'une approche autoritaire et populiste du pouvoir. La présente étude se propose donc d'explorer les stratégies déployées par Trump pour intimider les médias d'information grand public, en s'appuyant sur la prémisse selon laquelle, par la façon dont il envisage la pratique du pouvoir, il incarne une forme de « populisme autoritaire » (*authoritarian populism*). Il ne s'agit pas d'avancer l'idée que l'arrivée de Trump à la tête de l'exécutif américain a transformé les États-Unis en un régime autoritaire. Le simple examen de quelques-unes des propriétés définitoires des systèmes démocratiques proposées par Mikael Wigell dans sa typologie des régimes politiques suffit à montrer que le pays n'a pas cessé de fonctionner selon des principes démocratiques²⁴. Ce que nous postulons en revanche, c'est que les attaques

.....
22 Kathleen Hall Jamieson, Doron Taussig, « Disruption, Demonization, Deliverance, and Norm Destruction: The Rhetorical Signature of Donald J. Trump », *Political Science Quarterly*, vol. 20, n°20, 2017, p.19-22.

23 *Ibid.* p.22.

24 Ainsi, comme l'ont montré les élections partielles des 7 novembre et 13 décembre 2017, les élections sont libres (*free elections*) – les électeurs votent à bulletin secret sans subir d'intimidations –, équitables (*fair elections*) – les candidats sortants n'empêchent pas les candidats de l'opposition de se présenter –, concurrentielles (*competitive elections*) – tout adulte majeur est libre de concourir –, et une fois désignés par le vote, les élus ont pleine capacité à officier (*electoral empowerment*). Ajoutons que la liberté d'organisation (*freedom of organization*), la libre expression (*freedom of expression*), ainsi que le droit d'accéder à une information alternative (*right to alternative information*) demeurent intacts. En témoignent les manifestations organisées dans les jours qui ont suivi l'investiture de Trump, les divers mouvements de contestation à l'initiative de citoyens au moment du vote de projets de loi visant à démanteler l'Affordable Care Act, ou encore la vitalité des médias d'information. Sur tout, le système des poids et contrepois qui contraint la marge de manœuvre de chacun des trois pouvoirs, et donc dans le cas présent de l'exécutif (*executive accountability*), continue de faire son office, comme le montrent les décisions

en règles contre les institutions — dont les médias d'information font partie en ce qu'ils contribuent à structurer la vie politique nationale, fonctionnent selon des normes et codes clairement établis et régissent un domaine de la vie sociale précisément circonscrit²⁵ — sont constitutives de la tendance manifeste de Trump à l'autoritarisme dans sa façon d'envisager le pouvoir.

L'examen critique du style « populiste autoritaire » qui caractérise le rapport de Trump aux médias d'information grand public sera conduite par le biais d'une analyse qualitative d'un corpus de Tweets publiés par le 45^e président depuis son entrée en campagne. Dans la mesure où l'étude s'appuie sur la prémisse selon laquelle Trump mène une campagne d'intimidation des médias d'information, nous postulons que l'intensité des pressions qu'il cherche à exercer sur ces derniers est fonction du retentissement dans la sphère médiatique des Tweets qui les met en cause, et que celui-ci est lui-même fonction de la charge rhétorique de ces Tweets. Aussi l'étude s'appuie-t-elle sur les Tweets de Trump les plus incendiaires.

Après avoir défini le « populisme autoritaire » de Trump, la présente étude montre comment le 45^e président nourrit un rapport aux médias d'information tout à fait inédit dans l'histoire des États-Unis, analyse le rôle de Twitter dans la campagne d'intimidation menée contre les médias d'information, pour enfin proposer une typologie des stratégies d'intimidation déployée pour les délégitimer.

Le « populisme autoritaire » de Donald Trump

Dans leur ouvrage *Authoritarianism and Polarization in American Politics*, Marc J. Hetherington et Jonathan D. Weiler définissent l'autoritarisme par le fort attachement à l'ordre et à ce qui constitue les normes établies, et par la tendance à vouloir les protéger à tout prix ; il s'appuie sur la perception d'une certaine précarité d'un ordre social en proie à des menaces de tous ordres devant être contrées par des mesures drastiques. En découle une certaine intolérance envers celles et ceux considérés comme représentant une menace

rendues par diverses Cours fédérales ayant déclaré anticonstitutionnelles les versions successives de décrets présidentiels interdisant l'accès au territoire aux ressortissants de pays musulmans, ou encore l'opposition d'une majorité de sénateurs à l'abrogation de l'Affordable Care Act qui montre que le Congrès continue de défendre ordre du jour propre. Mikael Wigell, « Mapping 'Hybrid Regimes': Regime Types and Concepts in Comparative Politics », *Democratization*, vol.15, n°2, 2008, p.230-250.

25 Timothy E. Cook « The News Media as a Political Institution : Looking Backward and Looking Forward », *Political Communication*, Vol. 23, n°2, 2006, p.161.

pour les normes ancestrales (*time-honored norms*) ou qui ne respectent pas les conventions sociales, ainsi que par une conscience accrue de ce qui distingue les groupes internes (*in-groups*) des groupes externes (*out-groups*)²⁶. Chez Trump, l'attachement à l'ordre se manifeste, entre autres, par un discours virulent sur la nécessité de juguler l'immigration, une position tranchée sur la consommation et le trafic de stupéfiants — durcissement des sanctions contre les consommateurs et, à l'instar du président philippin Rodrigo Duterte, peine capitale pour les trafiquants —, ainsi que par la levée des restrictions en matière de transfert d'équipements militaires vers la police imposées par Barack Obama. Par ailleurs, conjuguées à son discours sur la perte de vitesse des États-Unis sur la scène internationale, ses attaques contre le mouvement Black Lives Matter et sa condamnation de la contestation antifasciste — qu'il désigne par le terme « d'Alt-Left » — lors des manifestations des tenants de la suprématie blanche, témoignent de sa vision d'un ordre sociale en proie à la subversion. Les groupes qu'il considère comme vecteurs de cette subversion — antifascistes, militants pour l'égalité ethno- raciale, militants LGBTQI — sont désignés comme étant à la marge de la société américaine, voire « anti-américains » (*unAmerican*).

Le rapport de Trump à la norme est en revanche plus problématique dans la mesure où il a fait de la violation des normes du civisme et de la bienséance dans le jeu politique sa marque de fabrique, ce qui apparaît contradictoire avec le principe énoncé plus haut. Toutefois, les normes qu'enfreint le 45^e président sont propres à ce qu'il considère comme l'ordre *liberal* et qui émergent à la suite des années 1960, comme en témoignent ses critiques récurrentes du politiquement correct, héritage de la lutte pour les Droits civiques. Ce faisant, il remet en cause le principe d'égalité des sexes et l'impératif de précaution linguistique dans la manière de parler des femmes et de s'adresser à elles, principe qui s'étend aux autres groupes minoritaires, dont les groupes ethno- raciaux. À l'inverse, les « normes ancestrales » qu'il entend réhabiliter sont celles qui découlent d'un ordre traditionnel du genre et de la race régi par l'homme blanc et au sein duquel les femmes et les groupes ethno- raciaux sont relégués à la marge : c'est tout le sens du slogan « Make America Great Again ».

Ajoutons que, chez Trump, la tendance à l'autoritarisme se conjugue à une forme de populisme exacerbé. Le concept n'est pas univoque. Alors qu'il désigne initialement le processus de mobilisation du peuple visant à réduire les inégalités économiques et intégrer les classes défavorisées au processus politique — *People's*

.....
26 Marc J. Hetherington, Jonathan D. Weiler, *Authoritarianism and polarization in American politics*, New York, New York, Cambridge University Press, 2009, p.4.

Party aux États-Unis, organisations ouvrières socialisantes en France²⁷ —, à la faveur d'un renversement des perspectives dans le rapport du politique au populaire, il semble désormais réduit à la façon dont les partis de droite radicale, et particulièrement le Front National en France, mettent à profit le mécontentement populaire au moyen d'une rhétorique hostile aux élites déployée par des dirigeants charismatiques à même de subjuguier des foules peu éduquées et donc vulnérables²⁸. Ainsi, le concept équivaut désormais à une mise en accusation implicite du peuple dont les élans irrationnels feraient peser une menace sur les équilibres politiques. Le même glissement semble s'être opéré aux États-Unis également : alors que les appels aux peuples ont contribué au progrès social — dans le cadre du New Deal ou de la lutte pour les Droits civiques — le populisme semble désormais réduit à une stratégie politique au service d'un retour de manivelle réactionnaire, à l'instigation de la Nouvelle Droite depuis le milieu des années 1970, visant à renforcer l'hégémonie capitaliste²⁹. Selon Laura Grattan, cette forme de « populisme régulé » (*regulated populism*) — qu'elle identifie dans le Tea Party Movement par exemple — n'exclut pas pour autant une autre forme de populisme qu'elle appelle « populisme démocratique ambitieux » (*aspirational democratic populism*), porté par des mouvements comme Occupy Wall Street ou le projet de socialisme démocratique de Bernie Sanders³⁰. Dans le cadre de la présente étude, nous employons le terme de populisme au sens de « populisme régulé », c'est-à-dire comme « une stratégie dévoyée de mobilisation du peuple contre ses propres intérêts et contre ses principaux défenseurs » pour le dire avec Collvald³¹.

Sur la base de cette définition, nous postulons que l'autoritarisme populiste offre un cadre conceptuel opératoire à l'analyse des assauts de l'Administration Trump contre les médias d'information. À cet égard, la façon dont le chercheur en sciences de la communication Pablo Halpern théorise le rapport aux médias des chefs d'État de régimes autoritaires apparaît particulièrement fertile :

[Dans les] régimes autoritaires [...], les médias doivent se soumettre à l'autorité : la censure est utilisée pour imposer ces principes ; les attaques contre l'autorité et les écarts par rapport à la politique officielle deviennent inacceptables et souvent illégaux ; les journalistes et hommes et femmes de médias ne jouissent d'aucune indépendance au sein de leurs organisations. Dans ce cadre, les régimes autoritaires contrôlent les versions de la

27 Annie Collovald, « Le populisme : de la valorisation à la stigmatisation du populaire », *Hermès, la Revue*, Vol. 2, n°42, 2005, p.159.

28 A. Collovald, « Le Populisme : de la valorisation à la stigmatisation », *Op. Cit.*, p155.

29 Laura Grattan, *Populism's Power: Radical Grassroots Democracy in America*, Oxford: Oxford University Press, 2016, p.4.

30 Laura Grattan, *Populism's Power*, *Op. Cit.*, p.114.

31 A. Collovald, « Le Populisme : de la valorisation à la stigmatisation », *Op. Cit.*, p157.

réalité qui sont proposées au peuple, et s'assurent que celles-ci permettent à l'ordre autoritaire de fonctionner³².

Il ne s'agit pas de défendre l'idée que la situation que décrit Halpern correspond à celle des États-Unis depuis l'investiture de Trump, mais plutôt qu'elle définit la façon dont ce dernier envisage son rapport aux médias d'information : tout son discours montre une conception de ces médias comme étant illégitimes.

Un rapport aux médias d'information inédit dans l'histoire des États-Unis

Historiquement, les attaques contre la presse et les médias d'information audiovisuels sont le fait des médias conservateurs et de la « contre-sphère conservatrice » (*conservative counter-sphere*)³³. Le phénomène s'affirme à partir années 1960 en réaction à ce que beaucoup perçoivent comme le parti pris de la grande presse de référence en faveur de la lutte pour les droits civiques et de l'égalité raciale, notamment lorsque sont votées les lois de 1964 et 1965. Ainsi, à l'origine, les accusations de « parti pris progressiste » (*liberal bias*) sont portées contre les médias d'information nationaux par des élus ségrégationnistes des États du Sud et certains titres de la presse sudiste³⁴. À cet égard, l'année 1963 marque un tournant car c'est à ce moment que, d'une part, la grande presse de référence commence à s'intéresser de près au mouvement des droits civiques et consacre un espace plus important aux exactions dont les noirs sont victimes³⁵, et que, d'autre part, la télévision hertzienne fait jeu égal avec la presse écrite comme source d'information principale³⁶. Celle-ci permet à l'Amérique blanche de prendre la mesure de l'extrême violence dont les noirs sont la cible dans les États du Sud, à une époque où, dans cette région, télévisions et journaux abordent la question des droits civiques d'un point de vue ségrégationniste, ou tout au mieux l'ignorent. En témoigne le choix du *Birmingham News* de ne pas publier les photos montrant la violence policière envers les manifestants

-
- 32 Pablo Halpern, « Media Dependency and Political Perceptions in an Authoritarian System », *Journal of Communication*, vol. 44, n°4, 1994, p.42.
 - 33 Mark Major, « Objective but Not Impartial: Human Events, Barry Goldwater, and the Development of the 'Liberal Media' in the Conservative Counter-Sphere », *New Political Science: A Journal of Politics and Culture*, vol. 34, n°4, 2012, p.455-458.
 - 34 David Greenberg, « The Idea of 'the Liberal Media' and its Roots in the Civil Rights Movement », *The Sixties: A Journal of History, Politics and Culture*, vol. 1, n°2, 2008, p.167-185.
 - 35 Daniel Stevens, « The Case of Kennedy and Civil Rights », *Presidential Studies Quarterly*, Vol. 32, n°1, 2002, p.127.
 - 36 Bruce A. Williams, Michael X Delli Carpini, *After Broadcast News : Media Regimes, Democracy, and the New Information Environment*, Cambridge, Mass., Cambridge University Press, 2011, p.60.

africains-américains lors des émeutes du printemps 1963³⁷. Parfois, l'hostilité envers les médias d'information nationaux dépasse les simples accusations de parti pris et se traduit par des violences verbales envers les journalistes — Dan Rather se souvient d'une enseigne sur la devanture d'un motel du Mississippi portant la mention « Interdit aux chiens, aux négros et aux journalistes » — ou physiques, comme le montre l'assassinat du journaliste Paul Guilhaud³⁸. Il faut ajouter que la décennie des années 1960 marque le début du processus d'érosion du consensus libéral (*liberal consensus*) qui structure la vie politique depuis le New Deal — nécessaire intervention de l'État dans la vie économique du pays et anticommunisme —, phénomène qui se reflète également dans la sphère du journalisme par l'érosion du consensus sur les normes et routines journalistiques et leur capacité à servir les intérêts du public en permettant aux journalistes de jouer leur rôle de *gatekeepers*³⁹.

C'est par le biais de l'anticommunisme que défendent les tenants du conservatisme nouveau — dont William F. Buckley — à partir des années 1950, que l'idée d'un parti pris progressiste inhérent aux médias d'information grand public s'installe dans l'opinion. Si *National Review* accrédite cette thèse, la revue *Human Events* se montre particulièrement active dans la dénonciation de l'impartialité de la presse généraliste. Ainsi, entre 1957 et 1965, elle publie un grand nombre de lettres de lecteurs déplorant le parti pris des journalistes en faveur des *liberals* et contre les conservateurs, particulièrement lorsque ceux-ci sont républicains. À la suite de la défaite de Barry Goldwater à l'élection présidentielle en 1964 — moment charnière où le mouvement conservateur prend son ampleur sur le terrain —, entre un quart et la moitié des lettres adressées au comité de rédaction expriment une critique à l'encontre des médias⁴⁰. Par la publication de ces lettres, la revue accrédite la thèse que les médias d'information grand public contribuent au déclin de l'ordre traditionnel dans les domaines politique, culturel et racial⁴¹, se montrent complaisants à l'égard du communisme⁴², exercent des pressions telles sur l'exécutif que la politique étrangère en est infléchie⁴³, qu'ils agissent à la solde du pouvoir démocrate⁴⁴, et réservent un traitement partial et injuste à la candidature de Goldwater⁴⁵. À mesure que s'opère le glissement des

37 D. Greenberg, « The Idea of 'the Liberal Media' », *op. cit.*, p.174.

38 M. Major, « Objective but Not Impartial », *op. cit.*, p.457.

39 Daniel C. Hallin, « The Passing of 'High Modernism' of American Journalism », *Journal of Communication*, vol. 42, n°3, 1992, p.16.

40 *Ibid.*, p.461.

41 *Ibid.*

42 *Ibid.*, p.462.

43 *Ibid.*

44 *Ibid.*, p.463.

45 *Ibid.*, p.465.

paradigmes qui structurent la vie politique depuis le *liberalism* vers le conservatisme au cours des décennies suivantes, le principe du parti pris progressiste des médias d'information s'installe plus durablement encore.

Le phénomène connaît un regain très net à partir de l'année 1988, lorsque le talkshow radiophonique conservateur fait son apparition sur les ondes, dans le sillage de l'abrogation de la Fairness Doctrine en 1987. Père fondateur de ce nouveau format radiophonique, Rush Limbaugh joue un rôle de premier plan dans la mise en accusation des médias d'information grand public « *qui cherchent à imposer leurs opinions à la société sans admettre qu'ils le font* »⁴⁶. Au cours des trois heures d'émission quotidienne, les journalistes de la presse de référence et des journaux du soir des trois grands réseaux hertziens essuient les brocards de l'animateur au même titre que les élus démocrates. Dans *The Rush Limbaugh Show*, l'accusation de parti pris est portée par le terme « *drive-by media* » que l'animateur emploie pour désigner les médias d'information. Construite à partir du verbe anglais « *to drive by* » — qui signifie « passer par là », « faire un tour du côté de » — l'expression évoque immédiatement le *drive-by shooting*, ou « fusillade routière » en français, terme qui désigne une agression à l'arme à feu perpétrée depuis le volant d'une voiture arrêtée au feu rouge, et qui permet à l'agresseur de fuir aisément. Expression qui pourrait se traduire par « médias canardeurs », elle définit les médias comme force destructrice à la solde de l'idéologie progressiste, attaquant les figures conservatrices les unes après les autres à la manière d'un gang. La rhétorique de Limbaugh s'inscrit plus globalement dans la stratégie des figures de l'establishment médiatique conservateur qui consiste à susciter l'indignation du public contre les élites politiques et les médias grand public par le biais d'une rhétorique incendiaire⁴⁷.

Au tournant des années 2000, la concurrence se fait plus intense et Limbaugh est rejoint par d'autres figures truculentes comme Sean Hannity ou Laura Ingraham qui, jusqu'en 2012, se classent en tête du palmarès des émissions de radio toutes catégories confondues. Bien que chacun des animateurs réélaboré le conservatisme et désigne alliés et ennemis du conservatisme d'une façon qui lui est propre, tous prennent pour cible les médias d'information pour leur biais progressiste dans le traitement des informations politiques, au point que ce principe fait désormais partie du corps de doctrine du conservatisme⁴⁸. En outre, par les pressions éditoriales qu'ils exercent sur les médias d'information grand

46 Rush Limbaugh, *The Way Things Ought To Be*, New York, Simon & Schuster, 1992, p.2-3.

47 Jeffrey M. Berry et Sarah Sobieraj, *The Outrage Industry: Political Opinion Media and the New Incivility*, Oxford: Oxford University Press, 2014.

48 Sébastien Mort, « Tailoring Dissent on the Airwaves: The Role of Conservative Talk Radio in the Right-Wing Resurgence of 2010 », *New Political Science*, vol. 34, n°4, 2012, p.485-505.

public en tandem avec le journal du soir de la chaîne Fox News, ces talkshows placent les journalistes dans une situation défensive permanente et ce faisant, influent sur les normes et conventions qui régissent les pratiques journalistiques. Ainsi, ils contribuent à redéfinir la « norme d'objectivité », qui n'est plus entendue exclusivement que comme le strict équilibre des points de vue⁴⁹. Ainsi, par ses manœuvres d'intimidation envers les médias d'information, Trump ne fait donc qu'amplifier le premier phénomène — remise en cause de ces médias — et mettre au jour le second — crise des normes et conventions journalistiques.

Les accusations de parti pris progressiste ne sont toutefois pas l'apanage des médias conservateurs : les hommes et femmes politiques, et notamment les présidents, ont aussi repris à leur compte ce genre d'accusations. Comme le note Martha Joynt Kumar, il existe une hostilité naturelle entre le président et les journalistes qui découle de ce que l'un et l'autre poursuivent des objectifs antagonistes : le premier cherche à maintenir le contact avec les citoyens et convaincre de l'efficacité de son action ; les seconds à s'acquitter de leur devoir d'information envers le public et d'assumer la responsabilité qui leur incombe de faire rendre des comptes au président. Ainsi,

la différence qui existe entre les besoins de chacun des partenaires de cette relation place souvent la Maison Blanche en situation de délicatesse vis à vis des journalistes quand il s'agit de définir à quelle information les organes de presse ont droit, ainsi que la manière, le moment et l'endroit où elle doit leur être transmise⁵⁰.

Pour autant, si les tensions sont constitutives de la relation entre le président et les journalistes — ces derniers s'accordent même avec les porte-paroles de la Maison Blanche (*White House Press Secretaries*) sur l'idée qu'elles sont saines⁵¹ — et qu'à des degrés divers, tous les prédécesseurs de Trump ont exprimé des réserves ou des critiques à l'endroit des médias d'information⁵², aucun n'a remis en cause leur intégrité de façon aussi virulente.

Parmi ceux-là, Richard M. Nixon est celui qui a le plus œuvré à contrer l'action d'une presse qu'il considère comme pleinement acquise au *liberalism* et hostile à sa personne. Ainsi, dans l'espoir d'influencer le contenu de leurs articles, il entreprend de mettre les grandes figures du journalisme dans

49 Sébastien Mort, « Truth and Partisan Media in the USA: Reassessing Objectivity as Truth-Paradigm in the Post-Broadcast Era », *Revue Française d'Études Américaines*, vol. 133, n°3, 2012, p.107.

50 Martha, Joynt Kumar, « Presidential Press Relations », *Presidential Studies Quarterly*, vol. 38, n°4, 2008, p.575.

51 Susan Milligan, « The President and the Press », *Columbia Journalism Review*, March/April 2015, p.5. Consultée le 5 décembre 2017.

52 Stuart Lutz, John Rezinoff, « Presidential Press(ures) », *Manuscripts*, vol. 47, n°2, 1995, p.113-122.

l'embarras en leur adressant de fausses lettres de citoyens rédigées par ses soins dans lesquelles il les félicite du traitement défavorable qu'ils réservent au 36^{ème} président⁵³. Certes, Nixon ne cache pas l'hostilité qu'il éprouve envers les grands médias d'information et l'exprime souvent en des termes violents, comme en 1971, lorsqu'il met en garde le chef de l'État-major contre la malveillance de la presse en affirmant qu'elle est « son ennemi » : « *Offrez-leur un verre... Traitez-les de façon sympa... Mais n'aidez pas ces enfoirés. Jamais. Parce qu'ils sont là pour vous planter le couteau dans l'entrejambe* »⁵⁴. De la même manière, alors qu'il réexamine le scandale du Watergate à l'année 1992, il impute la responsabilité de sa chute aux journalistes : « *Je m'apprêtais à enrôler des conservateurs pour affronter ces gens. C'est pour ça qu'en 72, il fallait qu'ils me fassent tomber. Ils savaient que j'en avais après eux et que j'allais réussir* »⁵⁵. Si de tels propos frappent par leur extrême virulence, ils n'ont pas été tenus en public mais toujours dans le cadre de conversations privées dont la teneur a été révélée au public après la mort de l'ancien président, dans les mémoires de celles et ceux en ayant été les témoins. Enfin, le vice-président Spiro Agnew — à qui Nixon confie la mission d'attirer l'attention des citoyens sur le pouvoir des journalistes et ce qu'il considère comme leur tendance à favoriser les *liberals* — s'en tient lui à des propos publics extrêmement policés envers les journalistes des médias audiovisuels, comme en témoigne le discours qu'il prononce en novembre 1969 après une allocution télévisée de Nixon sur la guerre au Vietnam :

Une audience de 70 millions d'Américains qui s'était réunie pour écouter le président des États-Unis est ensuite passée aux mains d'un petit groupe de commentateurs et d'analystes auto-désignés, dont la majorité a exprimé, d'une façon ou d'une autre, son hostilité envers ce qu'il avait à dire. Il est apparu évident qu'ils s'étaient forgés une opinion à l'avance.

En outre, contrairement à l'idée reçue, Agnew n'a jamais désigné les journalistes comme les « rentiers jacassant de la négativité » (*nattering nabobs of negativism*). La formule a certes été employée, mais pour désigner les élus républicains réticents à défendre l'action du président au moment où le Grand Old Party (GOP) entre en campagne en vue des élections de mi-mandat de 1970⁵⁶.

Les critiques de dirigeants politiques adressées aux médias d'information grand public, particulièrement dans le camp républicain, ne constituent

53 Robert Mason, *Richard Nixon and the Quest for a New Majority*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2004, p.115.

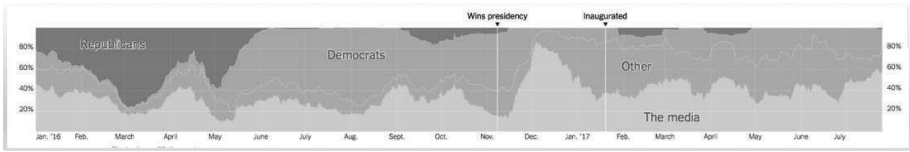
54 K.H. Jamieson, D. Taussig, « Disruption, Demonization, Deliverance, and Norm Destruction », *op. cit.*, p.20.

55 R. Mason, *Richard Nixon*, *op.cit.*, p.210.

56 Norman P. Lewis, « The Myth of Spiro Agnew's 'Nattering Nabobs of Negativism' », *American Journalism*, vol.27, n°1, p.89-115.

donc pas un phénomène nouveau tant accusations de parti pris progressiste et brocards de toutes sortes sont depuis longtemps monnaie courante. Cependant, par son envergure, la fréquence à laquelle il se manifeste, et la place centrale qu'il occupe dans la stratégie politique du 45^e président, depuis le printemps 2015, ce phénomène se déploie de façon totalement inédite dans l'histoire des États-Unis : parmi les cibles de ses attaques, les médias font jeu égal avec ses autres adversaires politiques, ainsi que le montre le graphique n°1⁵⁷.

Graphique n°1



Source : Kevin Quealy, « Trump Is on Track to Insult 650 People, Places and Things on Twitter by the End of His First Term » *The New York Times*, 26 juillet 2017.

De façon notable, entre le début de la saison des primaires en février 2016 et le 8 novembre 2016, jour de sa victoire, la proportion des insultes proférées à l'endroit des médias et des journalistes ne descend que très rarement sous les 20 % et va jusqu'à dépasser 40 % à certains moments critiques, comme au début du mois d'octobre 2016 où *The Washington Post* rend public l'enregistrement de l'émission *Access Hollywood* dans lequel Trump décrit son rapport aux femmes en des termes particulièrement obscènes. Lors de la période de transition, les médias d'information deviennent la cible quasi exclusive du président-élu, au point que la proportion des brocards qu'ils doivent essayer dépasse le seuil des 80 % au début du mois de décembre. Alors que nombre de commentateurs de la vie politique américaine formulent l'hypothèse que Trump va adoucir le ton après son investiture, il n'en est rien : les médias d'information demeurent la cible de prédilection du nouveau président, très largement devant la minorité démocrate au congrès.

57 Les données présentées dans les graphiques 1 et 2 sont le fruit d'un travail de veille quotidien des Tweets de Donald Trump effectué par le journaliste et *graphics editor* Kevin Quealy et la journaliste multimédias Jasmine C. Lee du *New York Times*. Les Tweets sont collectés quotidiennement depuis le 15 juin 2015 et catégorisés en fonction de la cible qu'ils visent. Voir Jasmine C. Lee et Steven Quealy, « The 459 People, Places and Things Donald Trump Has Insulted on Twitter : A Complete List, *The New York Times*, Updated April 2018; <https://www.nytimes.com/interactive/2016/01/28/upshot/donald-trump-twitter-insults.html>

Twitter comme instrument de contournement et de contrôle des élites

C'est par une utilisation intensive du réseau social Twitter qu'il distille ses commentaires sur l'actualité politique, relayés directement auprès d'un groupe d'abonnés (*followers*) très nombreux qu'il commence à se constituer dès mars 2009. Tandis qu'au printemps 2016 la désignation lui semble assurée, il est celui dont l'activité est la plus suivie parmi les candidats à la présidentielle, tous partis confondus : au 4 mai 2016, il compte 7 908 579 millions d'abonnés, là où Marco Rubio et Ted Cruz n'en comptent que 1 350 812 et 1 089 765 respectivement. Hillary Clinton est la seule à être suivie par un nombre d'abonnés comparable (6 112 796 millions)⁵⁸. Lorsqu'il se lance dans la bataille des primaires, Trump bénéficie donc d'une présence dans les médias installée très en amont de son entrée en politique ; parmi ses concurrents des deux grands partis, il est celui qui a la meilleure maîtrise du jeu médiatique. Du reste, il est non seulement un magnat de l'immobilier dont le nom figure sur les enseignes de nombreux gratte-ciels et terrains de golf, mais aussi une figure médiatique installée dans la culture et l'inconscient populaire comme vedette de l'émission de télé-réalité *The Apprentice*. Il y met en scène son propre personnage d'homme d'affaires à succès, faisant et défaisant les carrières de jeunes candidats et candidates à la merci de l'index qui peut, à chaque épisode, les désigner comme celui ou celle qu'il aura décidé d'éliminer. Par ailleurs, bien que figure extérieure à la sphère politique sans expérience d'élu, il prend une part active au débat national en s'illustrant par les efforts qu'il déploie pour relancer le mouvement des *birthers* — assemblage hétéroclite de figures médiatiques conservatrices et de Républicains qui entretiennent l'idée que le 44^e président n'est pas né à Hawaii mais au Kenya, et qu'à ce titre, son élection n'est pas valide —, deux ans après que Barack Obama a rendu public son extrait de naissance⁵⁹.

Média qui permet à l'utilisateur de ne plus seulement être récepteur du message mais d'en être également producteur, sans que celui-ci ne passe par le filtre des journalistes, Twitter offre toute latitude pour contourner, voire court-circuiter les médias d'information dominants. Chaque tweet publié par le président (1) fait l'objet d'un examen minutieux par les journalistes qui, s'ils estiment qu'il présente une valeur informative (2) en font état en temps réel sur les chaînes d'information en continue (Fox News et CNN) ou dans les journaux

.....
58 Joseph Ryoo (Jun Hyun) et Neil Bendle, « Understanding the Social Media Strategies of U.S. Primary Candidates », *Journal of Political Marketing*, 2017, p.4.

59 Vincent N. Pham, « Our Foreign President Barack Obama : The Racial Logics of Birther Discourses », *Journal of International and Intercultural Communication*, vol. 8, n°2, p.88.

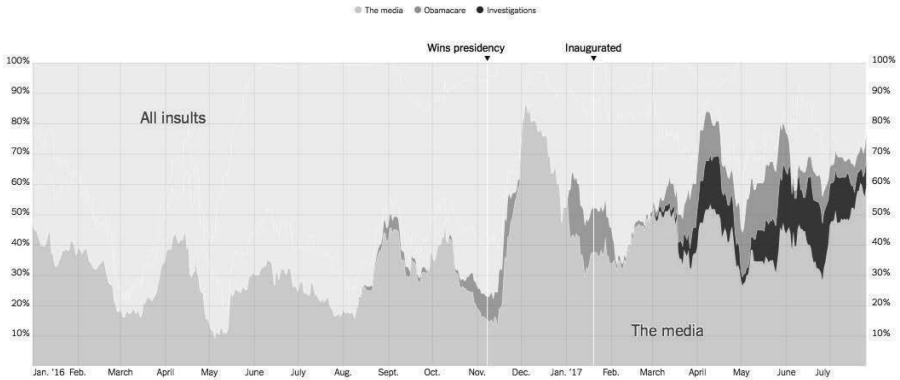
de fin d'après-midi (*ABC World News with David Muir*, *NBC Nightly News with Lester Holt*, *CBS Evening News with Scott Pelley*, et dans une moindre mesure, *PBS NewsHour*). Le contenu du tweet est (3) présenté à l'antenne et fait l'objet d'analyses par différents commentateurs ou personnalités jugées expertes, puis (4) la séquence est rediffusée sous forme de segment vidéo sur d'autres réseaux sociaux comme Facebook. En fonction de la teneur du tweet et des réactions qu'il suscite, (5) l'extrait peut devenir viral. Ainsi, Twitter permet donc à Trump de générer des contenus au-delà de sa simple relation avec ses abonnées, et ce faisant, d'infléchir l'ordre du jour des médias d'information dominants : à ce titre, Twitter remplit donc une fonction d'agenda (*agenda setting*). Figure extérieure à la sphère politique qui se lance dans la course à la Maison Blanche sans réel dispositif de mobilisation, tout en devant faire face à l'hostilité des élites républicaines, Trump trouve avec Twitter la possibilité non seulement de s'affranchir de l'establishment politique et médiatique, mais également de l'influencer : Twitter constitue son arme de prédilection car il est un instrument de contrôle des élites.

Entre l'annonce de sa candidature et le 20 juillet 2017, le site Mashable rapporte que Trump a publié quelques 9 146 tweets, soit une moyenne de 12 tweets par jour. Toutefois, le volume de ces tweets diminue de manière significative à mesure qu'il s'impose comme favori dans la campagne des primaires. Ainsi, entre sa désignation officielle comme candidat du GOP le 20 juillet 2016 et son investiture à la Maison Blanche le 20 janvier 2017, il ne publie plus qu'une moyenne de 10 tweets par jour, soit 1 837 au total. Depuis son investiture, ce nombre a été réduit de près de la moitié (5,5 tweets par jour ; 1 002 au total)⁶⁰. Si les attaques du 45^e président cible prioritairement les médias d'information, quel que soit le contexte dans lequel il s'exprime (télévision, meetings, conférence de presse, ou réseaux sociaux), le phénomène est encore plus visible lorsque l'on examine l'utilisation qu'il fait de Twitter, comme le montre le graphique n°2.

.....
60 Nicole Galluci, « The Number of tweets Donald Trump sent since becoming president is mind boggling », *Mashable*, 20 juillet 2017, <http://mashable.com/2017/07/20/donald-trump-tweets-six-months/>; consulté le 2 janvier 2018.

Graphique n°2

Who and what Donald Trump has been insulting on Twitter



Source : Kevin Quealy, « Trump Is on Track to Insult 650 People, Places and Things on Twitter by the End of His First Term » *The New York Times*, 26 juillet 2017.

Enfin, dans cette croisade contre les médias d'information grand public, Trump compte toutefois des soutiens de taille au sein de l'establishment des médias conservateurs. Malgré la querelle entre Trump et l'animatrice Megyn Kelly, qui ne cesse d'intéresser les médias d'information tout au long de la campagne, certains animateurs du réseau câblé Fox News semblent avoir été reconnus comme des alliés — notamment ceux de l'émission matinale *Fox & Friends* —, et des figures majeures des talkshows d'information du soir telles Hannity — animateur éponyme d'une émission diffusée de 21h à 20h00 — apportent un soutien indéfectible au président⁶¹. Que ce soit sur Fox News ou dans son émission radiophonique *The Sean Hannity Show*, Hannity est l'un des partisans de Trump les plus fervents au sein de la sphère des médias conservateurs, et celui dont les critiques à l'endroit des journalistes de métier sont les plus cinglantes, comme en témoigne les propos qu'il tient en ouverture de *Hannity* le 15 février 2017 :

Les médias de propagande de la gauche radicale "Alt" cherchent à détruire Donald Trump intégralement, et ils vous causent un grand tort à vous, le peuple américain [...]. Les médias de propagande de la gauche radicale "Alt" ont provoqué ce que j'appelle une crise de l'information et l'on ne peut plus leur faire confiance⁶².

En désignant les médias d'information grand public comme « médias de propagande de la gauche radicale Alt » (*Alt radical left propaganda media*),

61 Michael Collins, « Trump defender Sean Hannity to interview Trump in West Virginia », *USA Today*, 30 septembre 2017.

62 Sean Hannity, *Hannity*, Fox News, 15 février 2017 (00'31" – 01'01").

Hannity construit un équivalent progressiste au mouvement « Alt Right », défenseur de la suprématie blanche. Par cette fausse équivalence, il renvoie dos à dos médias d'information généralistes et défenseurs d'une conception raciale de l'ordre social ; ce faisant, il décrédibilise les premiers et légitime les seconds. En outre, ce procédé est une marque de fabrique rhétorique du 45^e président qui, dans son analyse des émeutes de Charlottesville d'août 2017, affirme qu'il y a « *des gens bien des deux côtés* »⁶³. Une stratégie rhétorique similaire est à l'œuvre chez Limbaugh et Ingraham, cette dernière ayant à un moment été pressentie pour le poste d'attachée de presse à la Maison Blanche (*Press Secretary*). Les grandes figures de la sphère des médias d'opinion conservateurs font ainsi cause commune avec Trump pour mener une campagne incessante visant à discréditer les médias d'information.

Stratégies d'intimidation

Ces figures sont de solides appuis dans la campagne d'intimidation contre les médias d'information. Le terme « d'intimidation » renvoie à toute action ou démarche de Trump et de son équipe visant, par l'imposition de la force ou de l'autorité, à créer un contexte défavorable, voire menaçant, qui influe sur les conditions de travail des journalistes et perturbent l'exercice de leur métier. L'analyse des Tweets publiés par le 45^e président, menée en suivant une approche inductive, fait apparaître quatre types de stratégies d'intimidation qui comprennent (1) des menaces de représailles institutionnelles, (2) des manœuvres d'opacification de la communication sur le processus décisionnel (3) la remise en cause de l'éthique des journalistes, et (4) la mise à profit de l'expression publique de la colère de ses soutiens contre les médias (*antimedia anger*).

À plusieurs reprises, Trump fait usage de Twitter pour proférer des menaces de représailles institutionnelles à l'encontre des médias d'information. Celles-ci interviennent systématiquement en réaction à des articles ou séquences de journal télévisé relayant des informations qui le placent en difficulté, preuve selon lui du traitement partial de son action par les médias. Ainsi, le 30 mars 2017, il relaie sur Twitter un article de *The New York Post* — journal à sensation de sensibilité très nettement conservatrice lui ayant déclaré son soutien en avril 2016⁶⁴ — sur le soi-disant parti pris anti-Trump de *The New York Times*. Le tweet

.....
63 Rosie Gray, « Trump Defends White Nationalist Protesters: 'Some Very Fine People on Both Sides' », *The Atlantic*, 15 août 2017, www.theatlantic.com/politics/archive/2017/08/trump-defends-white-nationalist-protesters-some-very-fine-people-on-both-sides/537012/, consulté le 2 janvier 2018.

64 Post Editorial Board, « The Post Endorses Trump », *The New York Post*, 14 avril 2016.

comprend un commentaire sur la nécessité de changer ce que le président appelle « la législation sur la diffamation » (*libel laws*) : « *Le vacillant @nytimes a déshonoré le monde des médias. Se trompe sur moi depuis deux ans sans discontinuer. Faut-il changer les lois sur la diffamation ?* »⁶⁵. Ce faisant, il ne fait que réitérer des propos tenus plus d'un an auparavant lors des primaires, à l'occasion d'un meeting public à Fort Worth, au Texas :

Une des choses que je vais faire si je gagne [...], je vais faire réexaminer nos lois sur la diffamation pour que, quand ils écrivent des articles intentionnellement négatifs et horribles et faux, on puisse les poursuivre en justice et gagner des tas d'argent [...]. Donc, quand *The New York Times* écrit un article à charge qui est une honte absolue [...], on pourra les poursuivre et gagner de l'argent au lieu de n'avoir aucune chance de gagner parce qu'ils sont totalement protégés⁶⁶.

Du point de vue juridique, les propos de Trump présentent plusieurs inexac- titudes. La formulation « lois sur la diffamation » (*libel laws*) est ambiguë car elle demeure floue quant au niveau de pouvoir auquel il est fait référence. Aux États-Unis, la liberté d'expression est un droit inscrit dans le Premier amendement de la Déclaration des droits (*Bill of Rights*) de 1791. À ce titre, les contentieux relatifs à cette liberté sont arbitrés par le pouvoir judiciaire — cours fédérales de district et d'appel, Cour suprême — qui en définit le périmètre par la jurisprudence. Ainsi, en matière de diffamation, il n'y a pas de législation émanant du Congrès, seulement des décisions de cours fédérales ou des arrêts de la Cour suprême. La seule législation qui existe en la matière est produite au niveau des États fédérés, et à ce titre, le pouvoir fédéral n'a aucune légitimité constitutionnelle à intervenir, dès lors que cette législation ne contrevient pas au Premier amendement.

Ensuite, la jurisprudence en matière de discours public — c'est-à-dire, tout type de discours produit dans un cadre dédié à la discussion publique comme les livres, magazines, films, médias, mais également forums situés dans l'espace public⁶⁷ — définit deux catégories de réglementation : l'une fondée sur les contenus (*content-based regulation*) — soit la nature du message en lui-même —, l'autre fondée sur des éléments sans lien avec les contenus (*content-neutral regulation*), tels que le lieu, le moment ou la façon dont sont produits ces contenus⁶⁸.

65 Donald Trump (@realDonaldTrump), 30 mars 2017, 19h27, accessible à <https://twitter.com/realDonaldTrump/status/847455180912181249>, consulté le 2 janvier 2018.

66 Hadas Gold, « Donald Trump: We're going to 'open up' libel laws », *Politico*, 26 février 2016, www.politico.com/blogs/on-media/2016/02/donald-trump-libel-laws-219866, consulté le 2 janvier 2018.

67 James Weinstein, « An Overview of American Free Speech Doctrine and its Application to Extreme Speech », p.83 in *Extreme Speech and Democracy*, Ivan Hare, James Weinstein, dir., Oxford, Oxford University Press, 2009.

68 *Ibid*, p.81.

Dans sa grande majorité, la jurisprudence américaine est extrêmement hostile à toute réglementation des contenus, notamment lorsque celle-ci s'applique à l'expression d'un point de vue : dans ce cas, la Cour interprète la réglementation comme constituant une forme de « discrimination envers une opinion » (*viewpoint discrimination*)⁶⁹. En matière de diffamation, dans *New York Times Co v. Sullivan* (1964), la Cour suprême dispose que le plaignant

ne peut prétendre à des dommages et intérêts au titre de mensonges diffamatoires en lien avec sa conduite des affaires à moins qu'il ne fasse la preuve que le propos ait été tenu avec « l'intention effective de nuire », c'est-à-dire, en ayant connaissance de sa fausseté ou sans absolument aucun égard pour son degré de véracité⁷⁰.

Ainsi, toute législation qui permettrait à une figure politique de prétendre à des dommages et intérêts au simple titre de propos critiques ou hostiles serait anticonstitutionnelle : pour qu'un tel projet de loi puisse être viable, il faudrait au préalable que la Cour suprême produise un arrêt qui annule celui de 1964. En 2018, une telle hypothèse est inenvisageable car les juges de la Cour sont acquis à une conception très large de la liberté d'expression, y compris le très conservateur Neil Gorsuch, désigné par le 45^e président⁷¹. Ainsi, les déclarations de Trump sur la révision de ce qu'il désigne comme « les lois sur la diffamation » constituent des menaces sans aucun fondement juridique. En outre, ses propos incendiaires, son recours systématique à l'attaque *ad hominem* contre ses adversaires et les allégations infondées tomberaient sans nul doute sous le coup de la loi si la réglementation en matière de diffamation était durcie.

Il semble qu'il en aille de même des diatribes sur la nécessité de révoquer les licences d'exploitation des grands réseaux télévisés hertziens. Le 4 octobre 2017, NBC News révèle que, selon des sources au sein de la Maison Blanche, le Secrétaire d'État Rex Tillerson aurait qualifié le président de « crétin » (*moron*) après une réunion au Pentagone avec la NSA et des membres de son cabinet⁷². Quand le 11 octobre, ce même réseau rapporte que c'est la proposition de Trump de multiplier par dix la taille de l'arsenal de défense nucléaire du pays qui est à l'origine du débordement verbal de Tillerson, la réaction du président ne se fait pas attendre. Dans un tweet publié en début de matinée, il fustige NBC et l'ensemble des grands réseaux hertziens : « Avec toute l'Info Bidon qui sort d'NBC et

69 *Rosenberg v. Rector and Visitors of University of Virginia* 515 US 819, 829 (1995) in *Ibid*, p.82.

70 *New York Times v. Sullivan* 376 US 264, 270, 279-80 (1964) in *ibid*, p.88.

71 Adam Liptak, « On Free Press, Supreme Court Pick at Odds with Trump », *The New York Times*, 20 février 2017

72 « First Read's Morning Clips : Tillerson Called Trump a 'Moron' », NBC News, 4 octobre 2017, www.nbcnews.com/politics/first-read/first-read-s-morning-clips-tillerson-called-trump-moron-n807361, consulté le 2 janvier 2018.

des Réseaux hertziens, à quel moment est-ce qu'il devient souhaitable de remettre en cause leur licence ? Pas bon pour le pays ! »⁷³. Un second tweet reprenant la substance du premier est publié plus tard dans l'après-midi⁷⁴.

Si l'octroi des licences d'exploitation aux réseaux télévisés hertziens et câblés est une prérogative de la FCC, instance qui dépend directement de l'Exécutif, la procédure qui détermine les attributions et révocations de ces licences relève elle aussi du domaine de la liberté d'expression. Surtout, les prérogatives de la FCC se limitent à la gestion des infrastructures et son action vise essentiellement à ménager les conditions d'un accès équitable des exploitants et du public à ces infrastructures⁷⁵. La Commission peut effectivement prendre la décision de révoquer la licence d'un diffuseur, mais l'essentiel des avertissements adressés au cours des deux dernières décennies ont porté principalement sur des questions relatives à l'outrage à la pudeur (*indecenty*). En 2001, la FCC établit des consignes à destination des diffuseurs définissant avec précision le périmètre de leur action ; en la matière, la question de l'outrage à la pudeur prend par la suite une place centrale dans le débat public notamment à l'occasion de la controverse déclenchée par l'apparition des chanteurs Janet Jackson et Justin Timberlake lors du Superbowl de 2004⁷⁶. La publication d'un rapport confidentiel comprenant des informations compromettantes sur un chef d'État ne relevant pas de ce domaine, l'intention de Trump d'intervenir pour faire réexaminer ou révoquer la licence des grands réseaux hertzien s'apparente donc à une posture rhétorique.

Le second type de stratégie d'intimidation consiste à opacifier la communication sur le processus décisionnaire et l'exercice du pouvoir. Pendant la campagne, l'équipe en charge de la communication élabore une liste noire d'organisations jugées hostiles au magnat de l'immobilier, qui se voient refuser l'accréditation officielle lors de meetings ou conférences de presse pour avoir publié des articles trop défavorables ; constituée au début des primaires, cette liste évolue au gré des rebondissements de la campagne. Ainsi, les journalistes de *Buzzfeed* n'ont-ils jamais reçu d'accréditation officielle pour avoir publié un portrait à charge du milliardaire alors qu'il n'était encore qu'une vedette de télé-réalité ; ceux de *Politico* se sont vu retirer la leur après s'être montrés trop

73 Donald Trump (@realDonaldTrump), 11 octobre 2017, 06h55, accessible à <https://twitter.com/realDonaldTrump/status/918112884630093825>, consulté le 2 janvier 2018.

74 Donald Trump (@realDonaldTrump), 11 octobre 2017, 17h09, accessible à <https://twitter.com/realdonaldtrump/status/918267396493922304>, consulté le 2 janvier 2018.

75 Divina Frau-Meigs, *Qui a détourné le 11 septembre*, Bruxelles, De Boeck, 2016, p.117-119.

76 Matthew A. Klopp, « Constitutional Malfunction: Does the FCC's Authority to Revoke a Broadcaster's License Violate the First Amendment? », *CommLaw Conspectus*, Vol.13, 2005, p.309-334.

critiques envers le directeur de campagne de Trump, Corey Lewandowski⁷⁷. À certains moments, figure également sur cette liste *The Washington Post*, aux côtés de *The Des Moines Register* ou *The Daily Beast*⁷⁸. En désignant *de facto* certains médias comme illégitimes, Trump contrevient donc au principe d'égalité de statut entre tous les médias d'information, qui découle implicitement de la liberté de la presse. Alors que démarre la campagne présidentielle en septembre 2016, Trump cesse toutefois de faire usage de cette liste⁷⁹.

Pour rendre la communication plus opaque lorsqu'il se trouve en difficulté, il arrive ensuite au président de refuser de répondre à un journaliste accrédité. Le 10 janvier 2017, CNN révèle que les directeurs du renseignement national, du FBI, de la NSA, et le chef de la CIA avaient présenté à Trump un rapport classé secret défense comportant des informations personnelles et financières compromettantes à son sujet. Celles-ci ont été compilées par un agent du renseignement britannique coopérant avec les États-Unis, sur la base d'éléments fournis par une source russe. La chaîne se limite toutefois à faire état de l'existence du rapport, sans le publier⁸⁰, contrairement au site d'information *BuzzFeed* qui le rend public le jour suivant⁸¹. Lors d'une conférence à la Trump Tower ce même jour, au correspondant à la Maison Blanche pour CNN Jim Acosta, le président refuse non seulement la possibilité de poser une question, mais lui intime l'ordre de se taire :

Jim Acosta : Puisque vous nous mettez en cause, est-ce qu'on a le droit à une question ?

Donald Trump : [À une autre journaliste] Allez-y, allez-y,...

Acosta : M. le Président élu, puisque...

Trump : Non ! Pas vous... ! Pas vous... !

Acosta : Est-ce que vous pourriez nous donner l'occasion de...

77 Tom Kludt et Brian Stelter, « 'The Blacklist' : Here are the media outlets banned by Donald Trump », CNN Media, 14 juin 2016, <http://money.cnn.com/2016/06/14/media/donald-trump-media-blacklist/index.html>, consulté le 2 janvier 2018.

78 The Editorial Board, « How Donald Trump Tends His Media Blacklist », *The New York Times*, 15 juin 2016.

79 Hadas Gold, « Trump campaign ends media blacklist », *Politico*, 7 septembre 2016, www.politico.com/blogs/on-media/2016/09/trump-campaign-ends-media-blacklist-227827, consulté le 2 janvier 2018.

80 Evan Perez, Jim Sciutto, « Jake Tapper and Carl Bernstein, Intel chiefs presented Trump with claims of Russian efforts to compromise him », *CNN Politics*, 10 janvier 2017 [Note : l'article a été remis à jour le 11 janvier 2017]. <http://edition.cnn.com/2017/01/10/politics/donald-trump-intelligence-report-russia/index.html>, consulté le 2 janvier 2018.

81 Ken Bensinger, « Miriam Elder et Mark Schoofs, These Reports Allege Trump Has Deep Ties To Russia », *BuzzFeed*, 11 janvier 2017. https://www.buzzfeed.com/kenbensinger/these-reports-allege-trump-has-deep-ties-to-russia?utm_term=.bmZeqmPq1#.ufwpxBzxM, consulté le 2 janvier 2018.

Trump : Votre chaîne est atroce...

Acosta : Vous attaquez notre chaîne, est-ce que vous pourriez...

Trump : Votre chaîne est atroce...

Acosta : ... nous donnez l'occasion de poser une question ? Monsieur... !

Trump : Silence ! Silence ! [À l'autre journaliste] On y va... Allez-y...

Acosta : M. le Président élu, pouvez-vous affirmer de façon catégor...

Trump : Elle est en train de poser une question, ne soyez pas malpoli.

Acosta : M. le Président élu, est-ce qu'on a le droit à une question ?

Trump : Ne soyez pas malpoli...

Acosta : ... puisque vous nous mettez en cause

Trump : Ne - soyez pas - mal - poli... Non, vous n'aurez le droit à aucune question !

Acosta : Pouvez-vous affirmer de façon catégor...

Trump : Vous n'aurez le droit à aucune question... ! Vous travaillez pour l'Info Bidon ! [À l'autre journaliste] Allez-y...

Acosta : Pouvez-vous affirmer de façon catégorique que personne... Non, M. le Président-élu, ça ne se fait pas...⁸²

Outre le refus pur et simple de répondre à la question, signifié de façon particulièrement explicite, l'échange entre Acosta et Trump frappe par la brutalité du président qui, malgré l'insistance courtoise du journaliste, réduit littéralement ce dernier au silence. Celui-ci ne peut qu'exprimer son décontenancement face à ce qui constitue proprement une violation des principes implicites qui sous-tendent la relation entre le président des États-Unis et la presse.

Les membres de l'équipe en charge de la communication recourent enfin à la pratique de l'obstruction (*stonewalling*), par la rétention de certaines informations ou l'emploi de stratégies d'évitement lors des points presse. Depuis l'arrivée de Trump à la Maison Blanche, ceux-ci se sont mués en un bras de fer entre journalistes qui tentent désespérément d'obtenir des réponses à leurs questions d'un côté, et porte-paroles qui s'emploient à ne pas y répondre en pratiquant « *l'art de l'évitement, l'art de la rationalisation* »⁸³ de l'autre. L'Administration Trump

.....
82 « Trump Shuts Down CNN Reporter », *CNN Politics*, [Vidéo], Aucune date précisée sur le site, <http://edition.cnn.com/videos/politics/2017/12/23/andrew-mccabe-to-retire-nr.cnn/video/playlists/top-news-videos/>, consulté le 2 janvier 2018.

83 Kathleen Hall Jamieson, citée dans Noah Bierman, « The White House press briefing, always a spin zone, is now approaching uselessness », *The Los Angeles Times*, 5 décembre 2017, www.latimes.com/politics/la-na-pol-trump-press-20171205-story.html, consulté le 2 janvier 2018.

s'inscrit là dans une tradition propre aux Républicains, initiée par l'Administration Nixon lors du scandale du Watergate⁸⁴. Il s'agit d'entraîner les journalistes dans une guerre d'usure dont la finalité est de les contraindre à jeter l'éponge et porter leur attention sur un autre sujet.

La remise en cause de l'intégrité des journalistes dans l'exercice de leur profession constitue la troisième stratégie d'intimidation. L'accusation la plus commune est celle qui consiste à affirmer que les médias d'information grand public relaient à dessein des informations erronées, ce que Trump nomme « l'info bidon » (*fake news*). Ces accusations sont portées le plus fréquemment en réaction à la façon dont les médias d'information se font l'écho de nouvelles propres à susciter des controverses, comme le possible limogeage du procureur spécial en charge de l'enquête sur les liens entre l'équipe de Trump et la Russie⁸⁵, ou, dans le cadre de ce même dossier, la comparution du Procureur Général (*Attorney General*) Jeff Sessions devant une commission sénatoriale, deux affaires évoquées en une le 13 juin 2017⁸⁶. Trump y réagit par une salve de tweets particulièrement mordants : « *Les Infos Bidons atteignent des niveaux historiques. Où sont les excuses qu'ils me doivent pour toutes les histoires inexactes ???* »⁸⁷. Plus généralement, l'expression *Fake News Media* — groupe nominal dont il écrit chaque constituant avec une lettre majuscule et qu'il fait suivre d'un accord verbal au singulier⁸⁸ — est devenue l'une des marques de fabrique stylistiques d'un président qui conçoit les médias d'information grand public comme formant un establishment uniforme, entièrement dédié à la création et la prolifération d'information fausses.

Une telle démarche a trois finalités. En premier lieu, il s'agit de disqualifier les médias d'information par la remise en cause de leur intégrité et, plus globalement, de leur engagement envers le traitement impartial et équitable de l'information. Ce faisant, Trump les dépeint non plus comme relais de l'information au service d'un processus démocratique auquel participeraient des citoyens éclairés, mais comme une instance politique à part entière, défendant un ordre du jour

84 Scott J. Basinger et Brandon Rottinghaus, « Stonewalling and Suspicion during Presidential Scandals », *Political Research Quarterly*, vol. 65, n°2), 2012, p.290-302.

85 Alex Johnson, « Rumor That Trump May Fire Mueller Sets Washington Afire », *NBC News*, 13 juin 2017; www.nbcnews.com/news/us-news/rumor-trump-may-fire-mueller-sets-washington-alight-n771326, consulté le 2 janvier 2018.

86 Sari Horwitz, Devlin Barrett et Matt Zapotosky, « Jeff Sessions testifies : Refuses to say whether he spoke to Trump about Comey's handling of Russia investigation », *The Washington Post*, 13 juin 2017.

87 Donald Trump (@realDonaldTrump), 13 juin 2017, 05h48, accessible à <https://twitter.com/realdonaldtrump/status/874609480301936640>, consulté le 5 novembre 2017.

88 Voir Donald Trump (@realDonaldTrump), 21 octobre 2017, 17h07, accessible à <https://twitter.com/realdonaldtrump/status/921709468055896064>, consulté le 5 novembre 2017.

propre, et malveillant à son égard. Ensuite, parce qu'elles renforcent l'opinion négative des médias grand public que nourrissent les soutiens de Trump, ou parce qu'elles laissent s'installer le doute parmi le grand public quant à leur fiabilité, ces accusations ont pour effet de saper la légitimité des médias d'information à contester la véracité de certaines informations fausses ou partiellement exactes. Or, pendant la campagne présidentielle de 2016, ces « infos bidons » — dont une grande partie est générée par des agents de Moscou⁸⁹, — ont très largement profité à Trump⁹⁰. Ces accusations visent enfin à créer un contexte informationnel suffisamment chaotique pour que les affirmations fausses et contrevérités dont le 45^e président est lui-même à l'origine puissent apparaître vraisemblables. En résulte un écrasement de la hiérarchie de la vérité qui fait qu'au bout du compte, informations avérées et fausses finissent par se valoir. En témoigne la tentative de Kellyanne Conway d'apporter des explications à l'affirmation de Sean Spicer, Porte-parole de la Maison Blanche (*White House Press Secretary*), selon laquelle l'investiture de Trump aurait attiré une foule plus nombreuse que celle d'Obama en 2008. Interrogée par Chuck Todd lors du talkshow politique dominical *Meet the Press* sur NBC, la Conseillère du président avance l'argument que Spicer n'a fait que « *présenter des faits alternatifs* »⁹¹.

Les attaques contre l'intégrité des médias d'information semblent s'intensifier lorsqu'un mois à peine après son investiture Trump les désigne comme « ennemis du peuple américain » : « *Les médias d'Info Bidon (le vacillant @nytimes, @NBCNews, @ABC, @CBS, @CNN) ne sont pas mon ennemi, ils sont l'ennemi du peuple américain !* »⁹². Ce faisant, il durcit la rhétorique populiste : au-delà de la critique violente contre les médias, il faut voir dans cette déclaration la volonté de Trump de s'ériger en tant qu'incarnation du peuple américain. Ainsi, remettre en question l'action du président équivaut à s'en prendre au peuple. La charge est telle qu'elle suscite un tollé, y compris auprès de la chaîne Fox News qui réagit de façon très vive, par l'intermédiaire de Chris Wallace, présentateur de *Fox News Sunday*. Au Chef de cabinet de la Maison Blanche Reince Priebus qui tente d'expliquer le tweet du président par l'agacement que

.....
 89 Shaun Walker, « Russian Troll Factory Paid US activists to help fund protest during election », *The Guardian*, 17 octobre 2017, www.theguardian.com/world/2017/oct/17/russian-troll-factory-activists-protests-us-election, consulté le 2 janvier 2018.
 90 Hunt Allcott et Matthew Gentzkow, « Social Media and Fake News in the 2016 Election », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 31, n°2, 2017, p.212-213.
 91 « Conway: Press Secretary Gave 'Alternative Facts' », *NBC Meet the Press*, 22 janvier 2017, www.nbcnews.com/meet-the-press/video/conway-press-secretary-gave-alternative-facts-860142147643, consulté le 2 janvier 2018.
 92 Donald Trump (@realDonaldTrump), 17 février 2017, 13h48, accessible à <https://twitter.com/realdonaldtrump/status/832708293516632065?lang=fr>, consulté le 5 novembre 2017

suscite chez lui la tendance des médias à s'appesantir sur ses liens avec la Russie, Wallace exprime toute son indignation :

Mais ce n'est pas à vous de nous dire ce qu'on doit faire ! Reince, ce n'est pas vous de nous dire ce qu'on doit faire, pas davantage que Barack Obama ! Barack Obama se plaignait sans cesse de Fox News, mais je dois reconnaître qu'il n'a jamais dit que nous étions l'ennemi du peuple américain [...]. On a pris les coups, et ça ne nous a pas trop plu, et très franchement tout ça ne nous plaît pas non plus, parce que... vous voyez... il n'est jamais allé aussi loin que le président Trump, et c'est ce qui est inquiétant parce qu'il semble qu'il franchisse une limite quand il parle du fait qu'on est un ennemi du peuple.⁹³

Une telle réaction est tout à fait inédite : jamais présentateur de Fox News ne s'était identifié à ses homologues des chaînes généralistes et de la presse écrite comme le fait Wallace lorsqu'il emploie la première personne du pluriel pour désigner les médias visés par le tweet, fait d'autant plus frappant qu'une grande partie de celles et ceux qui officient sur Fox News sont des alliés du président. En outre, Obama apparaît ici comme la pierre de touche de l'action du 45^e président, alors qu'il a constamment essuyé les brocards des animateurs de Fox News, Wallace y compris, lors des huit années de sa présidence. La réaction de Wallace donne ainsi la mesure du déséquilibre que provoque, au sein de l'écosystème des médias d'information, une déclaration qui contraint un média conservateur à serrer les rangs — fût-ce temporairement — avec ses adversaires des médias grand public.

Pour finir, ces intimidations peuvent prendre la forme de menaces physiques lorsque, par ses diatribes contre les journalistes, Trump incite implicitement ses soutiens à exprimer leur colère contre les médias dominants (*antimedia anger*), particulièrement lors de ses rassemblements publics⁹⁴. Conscient de l'hostilité de ses soutiens envers les médias, il lui suffit de se lancer dans une diatribe à leur rencontre pour que cette colère s'exprime, souvent sous forme de huées⁹⁵. En octobre, l'équipe de CNN interroge des personnes faisant la queue pour assister à un meeting du candidat républicain. Lassée des questions de la journaliste sur la performance de Trump lors du premier débat présidentiel, une personne de l'assistance s'en prend à elle de manière très vive :

Si vous n'êtes pas là pour interroger des militaires, allez-vous-en ! Allez-vous-en ! Allez-vous-en ! Vous êtes là pour parler de Hillary Clinton, on est

93 Chris Wallace, *Fox News Sunday w/ Chris Wallace*, Fox News, 19 février 2017

94 « Crowds turning against reporters at Trump rallies », *Reliable Sources*, CNN, 16 octobre 2016, <http://edition.cnn.com/videos/tv/2016/10/16/crowds-turning-against-reporters-at-trump-rallies.cnn>

95 Paul Fahri, *The Press Always Got Boomed at Trump Rallies. But Now the Aggression is Menacing*, *The Washington Post*, 14 octobre 2016; dernière consultation le 1er juin 2018.

là pour parler de Trump et de nos militaires ! Allez-vous-en ! Allez-vous-en ! [...] Vous êtes là pour les ragots parce que vous n'avez pas de cœur !⁹⁶

La réaction est d'une telle virulence qu'un officier de police est contraint d'intervenir pour demander à la personne de ne pas se tenir si près de la journaliste. Les journalistes des médias d'information font ainsi l'objet de l'hostilité des soutiens de Trump au point d'être *persona non grata* à ses meetings dont ils sont susceptibles de se faire chasser. En enrôlant dans sa querelle contre les journalistes des partisans disposés à leur faire barrage physiquement, Trump dresse un obstacle supplémentaire à l'exercice de leur métier et compromet leur capacité à couvrir son action. En outre, cette stratégie occupe une place centrale dans la campagne que mène Trump pour intimider les médias car, depuis son investiture, il continue de tenir des meetings publics de façon régulière.

Conclusion

Ainsi, les stratégies d'intimidation déployées par le 45^e président contre les médias d'information grand public dépassent-elles les simples accusations de parti pris en faveur des *liberals*. Qu'il s'agisse de proférer des menaces de représailles institutionnelles, d'opacifier la communication officielle, de mettre en question l'intégrité des journalistes, ou d'encourager ses partisans à exprimer leur colère contre les médias, de telles stratégies mettent en évidence une tendance manifeste du président à l'autoritarisme. Si les États-Unis demeurent un régime démocratique, la façon dont Trump envisage son rapport aux médias est typique des chefs d'état de régimes autoritaires. La liberté de la presse est certes toujours protégée par le Premier amendement, la jurisprudence qui en découle et les différentes lois relatives à l'audiovisuelle⁹⁷, mais Trump montre qu'il ne tolère aucune tentative de remise en cause de son autorité, à laquelle les médias seraient censés se soumettre. Seules les personnalités officiant au sein de la sphère des médias conservateurs et défendant une ligne éditoriale favorable à Trump et son action — présentateurs de Fox News et autres animateurs de talkshows radiophoniques —, sont considérées comme légitimes et reconnues comme sources crédibles.

Cette approche autoritaire du pouvoir — qui s'appuie sur un véritable dispositif d'intimidation des médias, dispositif porté par Trump, les communicants officiels de la Maison Blanche et les figures de proue des médias conservateurs tout à la fois —, n'a pas pour finalité de censurer les journalistes : la robustesse

96 Anderson Cooper, *Anderson Cooper 360°*, CNN, 9 octobre 2016.

97 Entre autres, les Communications Act of 1935 et Telecommunications Act of 1996.

des droits constitutionnels que sont la liberté d'expression et la liberté de la presse rend la censure quasi impossible. Par la remise en cause systématique de l'intégrité des journalistes et la violation des normes du civisme propres à la vie politique — celles-ci ayant subi une érosion continue depuis la fin des années 1980 —, cette approche autoritaire a pour double objectif d'organiser le chaos informationnel et de mettre hors-jeu les médias d'information dominants comme acteurs légitimes du processus démocratique. Tombés dans le discrédit auprès d'une partie des citoyens américains, ils voient leur capacité à rétablir la vérité sévèrement entamée, ce qui donne toute latitude au président pour imposer sa version de la réalité.

Par ailleurs, l'autoritarisme est pleinement opératoire pour saisir toute l'importance d'une telle stratégie dans l'action de Trump pour s'assurer le soutien de son électorat. Si ces attaques nourries contre les médias d'information grand public ne laissent d'interroger journalistes de métier, commentateurs de la vie publique et, pour partie, citoyens ordinaires, elles ont du sens pour celles et ceux qui soutiennent Trump de façon inconditionnelle. En d'autres termes, ces attaques sont pleinement légitimées par la tendance à l'autoritarisme qui existe parmi les soutiens fervents du président. Ainsi, dans son enquête d'opinion conduite auprès d'électeurs prenant part au vote lors des primaires républicaines, le chercheur Matthew C. MacWilliams de l'Université du Massachusetts, montre qu'avec la peur du terrorisme, l'autoritarisme est la variable statistiquement significative la plus susceptible de prédire le soutien à Trump⁹⁸.

Enfin, ces manœuvres d'intimidation mettent en lumière les limites du modèle médiatique « libéral nord-atlantique » tel qu'il est incarné aux États-Unis⁹⁹. Le contexte économique et institutionnel dans lequel les journalistes exercent leur métier ainsi que les normes et conventions qui définissent les pratiques discursives de la profession empêchent ces derniers de parer aux attaques de l'Administration Trump à leur encontre et de faire face de manière adaptée à l'hostilité des partisans du président. En outre, le « régime médiatique post-hertzien » (*post-broadcast regime*) — au sein duquel la télévision hertzienne n'a plus qu'un statut de média résiduel, l'offre médiatique est infinie et hyper-segmentée, et les publics fortement polarisés¹⁰⁰ — remet en cause la façon d'envisager les concepts de « vérité » (*truth*) et de « fait » (*fact*), ce qui n'est pas sans incidence

.....
98 Matthew MacWilliams, « The One Weird Trait that Predicts You're a Trump Supporter », *Politico Magazine*, 17 janvier 2016; dernière consultation le 1er juin 2018.

99 Daniel C. Hallin et Paolo Mancini, *Comparing Media Systems: Three Models of Media and Politics*, Cambridge: Cambridge University Press, 2004.

100 Markus Prior, *Post-Broadcast Democracy: How Media Choice Increases Inequality in Political Involvement and Polarizes Elections*, Cambridge University Press, 2007.

sur la capacité des journalistes à s'acquitter de leur mission. Ainsi, le phénomène d'intimidation des médias d'information par le chef de l'Exécutif révèle les apories d'un système médiatique qui fonctionne selon un modèle presque exclusivement commercial. Enfin, ces attaques ne font qu'exacerber la crise que connaissent les normes et conventions journalistiques depuis la fin du régime hertzien. Elles mettent en question la validité de la norme objectivité — convention qui régit la pratique journalistique depuis le début du xx^e siècle¹⁰¹ — dans le nouveau contexte politique de l'ère Trump.



Bibliographie

Littérature scientifique

- ALLCOTT, Hunt, Matthew GENTZKOW, « Social Media and Fake News in the 2016 Election », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 31, n°2, 2017, p.211-236.
- AZARI, Julia R., « How the News Media Helped to Nominate Trump », *Political Communication*, vol. 33, n° 4, 2016, p.677-680.
- BASINGER, Scott J., Brandon ROTTINGHAUS, « Stonewalling and Suspicion during Presidential Scandals », *Political Research Quarterly*, vol. 65, n° 2, 2012, p.290-302.
- BERRY, Jeffrey M. et Sarah SOBIERAJ, *The Outrage Industry : Political Opinion Media and the New Incivility*, Oxford: Oxford University Press, 2014.
- COLLOVALD, Annie, « Le populisme : de la valorisation à la stigmatisation du populaire », *Hermès, la Revue*, Vol. 2, n°42, 2005, p.154-160.
- COOK, Timothy E, « The News Media as a Political Institution : Looking Backward and Looking Forward », *Political Communication*, Vol. 23, n°2, 2006, p.159-171.
- CORNFIELD, Michael, « Empowering the Party-Crasher: Donald J. Trump, the First 2016 GOP Presidential Debate, and the Twitter Marketplace for Political Campaigns », *Journal of Political Marketing*, 2017, p.1-32.
- ELMER, Greg, Paula TODD, « Don't Be a Loser : Or How Trump Turned the Republican Primaries into an Episode of The Apprentice », *Television & New Media*, vol. 17, n°7, 2017, p.660-662.
- ENLI, Gunn, « Twitter as arena for the authentic outsider: exploring the social media campaigns of Trump and Clinton in the 2016 », *European Journal of Communication*, vol. 32, n° 1, 2017, p.50-61.
- FRAU-MEIGS, Divina, *Qui a détourné le 11 septembre*, Bruxelles, De Boeck, 2016.
- GRATTAN, Laura, *Populism's Power: Radical Grassroots Democracy in America*, Oxford: Oxford University Press, 2016.
- GREENBERG, David, « The Idea of 'the Liberal Media' and its Roots in the Civil Rights Movement », *The Sixties: A Journal of History, Politics and Culture*, vol. 1, n°2, p.167-185.

101 Michael Schudson, « The Objectivity Norm in American Journalism », *Journalism*, vol. 2, n°2, 2002, p.149-170.

- GROSHEK, Jacob, Karolina KOC-MICHALSKA, « Helping populism win? Social media use, filter bubbles, and support for populist presidential candidates in the 2016 US Election Campaign », *Information, Communication & Society*, vol. 20, n°9, 2017, p.1389-1407.
- GROSS, Justin H., Kaylee T JOHNSON, « Twitter Taunts and Tirades: Negative Campaigning in the Age of Trump », *PS: Political Science & Politics*, vol. 49, n°4, 2016, p.748-754.
- HALLIN, Daniel C., « The Passing of 'High Modernism' of American Journalism », *Journal of Communication*, vol. 42, n°3, 1992, p.14-25.
- HALLIN, Daniel C., Paolo MANCINI, *Comparing Media System: Three Models of Media and Politics*, Cambridge, Mass., Cambridge University Press, 2004.
- HALPERN, Pablo, « Media Dependency and Political Perceptions in an Authoritarian System », *Journal of Communication*, vol. 44, n°4, 1994, p.39-52.
- HAMELEERS, Michael, Desirée SCHMUCK, « It's us against them: a comparative experiment on the effects of populist messages communicated via social media », *Information, Communication & Society*, vol. 20, n°9, 2016, p.1425-1444.
- HETHERINGTON, Marc J., JONATHAN D. WEILER, *Authoritarianism and polarization in American politics*, New York, New York, Cambridge University Press, 2009.
- JAMIESON, Kathleen HALL, et Bruce HARDY, « What is Civil Engaged Argument and Why Does Aspiring to it Matter? », *Political Science*, Vol. 45, n°3, 2012, p.412-415.
- JAMIESON, Kathleen H., Doron TAUSSIG, « Disruption, Demonization, Deliverance, and Norm Destruction: The Rhetorical Signature of Donald J. Trump », *Political Science Quarterly*, vol. 20, n°20, 2017, p.1-32.
- JOYNT KUMAR, Martha, « Presidential Press Relations », *Presidential Studies Quarterly*, vol. 38, n°4, 2008, p.575-577.
- JOYNT KUMAR, Martha, « Conveying Presidential News: The White House Press Corps Covers the President », *Presidential Studies Quarterly*, vol. 38, n°4, 2008, p.674-692.
- KELLNER, Douglas, « Donald Trump and Authoritarian Populism », p.19-28, in *American Nightmare: Donald Trump, Media Spectacle, and Authoritarian Populism*, Coll. *Transgressions : Cultural Studies and Education*, Vol. 117, Rotterdam SensePublishers, 2016.
- KLOPP, Matthew A., « Constitutional Malfunction: Does the FCC's Authority to Revoke a Broadcaster's License Violate the First Amendment? », *CommLaw Conspectus*, Vol.13, 2005, p.309-334.
- LAWRENCE, Regina G., AMBER E. BOYDSTUN, « What We Should Really Be Asking About Media Attention to Trump », *Political Communication*, vol. 34, n°1, 2017, p.150-153.
- LEWIS, Norman P., « The Myth of Spiro Agnew's 'Nattering Nabobs of Negativism' », *American Journalism*, vol.27, n°1, p.89-115.
- LUTZ, Stuart, John REZINOFF, « Presidential Press(ures) », *Manuscripts*, vol. 47, n°2, 1995, p.113-122.
- MAJOR, Mark, « Objective but Not Impartial : Human Events, Barry Goldwater, and the Development of the 'Liberal Media' in the Conservative Counter-Sphere », *New Political Science: A Journal of Politics and Culture*, vol. 34, n°4, 2012, p.455-458.
- MASON, Robert, *Richard Nixon and the Quest for a New Majority*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2004.
- MILLIGAN, Susan, « The President and the Press », *Columbia Journalism Review*, mars/avril 2015, www.cjr.org/analysis/the_president_and_the_press.php
- MORGAN, Michael, James SHANAHAN, « Television and the Cultivation of Authoritarianism: A Return Visit from an Unexpected Friend », *Journal of Communication*, vol. 67, n°3, 2017, p.424-444.

- MORT, Sébastien, « Tailoring Dissent on the Airwaves: The Role of Conservative Talk Radio in the Right-Wing Resurgence of 2010 », *New Political Science*, vol. 34, n°4, 2012, p.485-505.
- MORT, Sébastien, « Truth and Partisan Media in the USA: Reassessing Objectivity as Truth-Paradigm in the Post-Broadcast Era », *Revue Française d'Études Américaines*, vol. 133, n°3, 2012, p.97-112.
- MUDE, Cas, « The Study of Populist Radical Parties: Towards a Fourth Wave », *C-Rex Working Paper Series*, Center for Research on Extremism: The Extreme Right, Hate Crime and Political Violence (C-REX) established at the University of Oslo, n°1, février 2016.
- NELSON, Michael, « Why the Media Love Presidents and Presidents Hate the Media », *The Virginia Quarterly Review*, vol. 76, n°2, 2000.
- OTT, Brian L., « The age of Twitter: Donald J. Trump and the politics of debasement », *Critical Studies in Media Communication*, vol. 34, n°1, 2017, p.59-68.
- PHAM, Vincent N., « Our Foreign President Barack Obama: The Racial Logics of Birther Discourses », *Journal of International and Intercultural Communication*, vol. 8, n°2, p.86-107.
- PRIOR, Markus, *Post-Broadcast Democracy: How Media Choice Increases Inequality in Political Involvement and Polarizes Elections*, Cambridge, Mass., Cambridge University Press, 2007.
- RYOO, Joseph (Jun Hyun), Neil BENDLE, « Understanding the Social Media Strategies of U.S. Primary Candidates », *Journal of Political Marketing*, 2017, p.1-27.
- SCHUDSON, Michael, « The News Media as Political Institutions », *Annual Review of Political Science*, n°5, 2002, p.249-269.
- STEVENS, Daniel, « The Case of Kennedy and Civil Rights », *Presidential Studies Quarterly*, Vol. 32, n°1, 2002, p.111-136.
- WELLS, Chris, Dhavan V. SHAH, Jon C. Pevehouse, Jon C. Pevehouse, JungHwan Yang, Ayellet Pelled, Frederick Boehm, Josephine Lukito, Shreenita Ghosh & Jessica L. Schmidt, « How Trump Drove Coverage to the Nomination : Hybrid Media Campaigning », *Political Communication*, vol. 33, n°4, 2016, p.669-676.
- WIGELL, Mikael « Mapping 'Hybrid Regimes': Regime Types and Concepts in Comparative Politics », *Democratization*, vol.15, n°2, 2008, p.230-250.
- WILLIAMS, Bruce A., Michael X DELLI CARPINI, *After Broadcast News : Media Regimes, Democracy, and the New Information Environment*, Cambridge, Mass., Cambridge University Press, 2011.

Sources primaires

- BENSINGER, Ken, « Miriam Elder et Mark Schoofs, These Reports Allege Trump Has Deep Ties To Russia », *BuzzFeed*, 11 janvier 2017, www.buzzfeed.com/kenbensinger/these-reports-allege-trump-has-deep-ties-to-russia?utm_term=.bmZeqmPq1#.ufwpxBzxM
- CILLIZZA, Chris, « Donald Trump's chilling escalation of his war with the media », *The Point with Chris Cillizza*, CNN Politics, 5 octobre 2017, <http://edition.cnn.com/2017/10/05/politics/donald-trump-media-war/index.html>
- COLLINS, Michael, « Trump defender Sean Hannity to interview Trump in West Virginia », *USA Today*, 30 septembre 2017.
- COOPER, Anderson, *Anderson Cooper 360°*, CNN, 9 octobre 2016.
- FAHRI, Paul, The Press Always Got Booed at Trump Rallies. But Now the Aggression is Menacing, *The Washington Post*, 14 octobre 2016. www.washingtonpost.com/lifestyle/style/the-press-always-got-booed-at-trump-rallies-but-now-the-aggression-is-mena-

- cing/2016/10/14/6092ea34-922d-11e6-9c52-ob10449e33c4_story.html?noredirect=on&utm_term=.e8cc44aa3918
- GALLUCI, Nicole, « The Number of tweets Donald Trump sent since becoming president is mind boggling », *Mashable*, 20 juillet 2017, <http://mashable.com/2017/07/20/donald-trump-tweets-six-months>
- GOLD, Hadas, « Donald Trump: We're going to 'open up' libel laws », *Politico*, 26 février 2016, www.politico.com/blogs/on-media/2016/02/donald-trump-libel-laws-219866
- GOLD, Hadas, « Trump campaign ends media blacklist », *Politico*, 7 septembre 2016, www.politico.com/blogs/on-media/2016/09/trump-campaign-ends-media-blacklist-227827
- GRAHAM, David A., « There is No Trump Campaign », *The Atlantic*, 9 juin 2016.
- GRAHAM, David A., « Trump Wants to Censor the Media », *The Atlantic*, 5 octobre 2017.
- GRAY, Rosie, « Trump Defends White Nationalist Protesters: 'Some Very Fine People on Both Sides' », *The Atlantic*, 15 août 2017.
- GRYNBAUM, Michael M., « Trump Calls the News Media the Enemy of the American People », *The New York Times*, 17 février 2017.
- HANNITY, Sean, *Hannity*, Fox News, 15 février 2017
- HORWITZ, Sari, Devlin BARRETT et Matt ZAPOTOSKY, « Jeff Sessions testifies : Refuses to say whether he spoke to Trump about Comey's handling of Russia investigation », *The Washington Post*, 13 juin 2017.
- JOHNSON, Alex, « Rumor That Trump May Fire Mueller Sets Washington Afire », *NBC News*, 13 juin 2017, www.nbcnews.com/news/us-news/rumor-trump-may-fire-mueller-sets-washington-alight-n771326
- KLUDT, Tom, et Brian STELTER, « 'The Blacklist' : Here are the media outlets banned by Donald Trump », *CNN Media*, 14 juin 2016, <http://money.cnn.com/2016/06/14/media/donald-trump-media-blacklist/index.html>
- LIMBAUGH, Rush, *The Way Things Ought To Be*, New York, Simon & Schuster, 1992.
- LIPTAK, Adam, « On Free Press, Supreme Court Pick at Odds with Trump », *The New York Times*, 20 février 2017.
- MARTIN, Jonathan et Alan RAPPEPORT, « Donald Trump Says John McCain Is No War Hero, Setting Off Another Storm », *The New York Times*, 18 juillet 2015.
- MACWILLIAMS, Matthew, « The One Weird Trait that Predicts You're a Trump Supporter », *Politico Magazine*, 17 janvier 2016 ; <https://www.politico.com/magazine/story/2016/01/donald-trump-2016-authoritarian-213533>
- PARKER, Ashley, « 'You Have to Brand People', Donald Trump Says », *The New York Times*, 13 mars 2016.
- PATTERSON, Thomas E., *News Coverage of the 2016 Primaries: Horserace Reporting Has Consequences*, Shorenstein Center on Media, Politics and Public Policy Harvard Kennedy School, Report, juillet 2016.
- PATTERSON, Thomas E., *News Coverage of the 2016 General Election: How the Press Failed the Voters*, Shorenstein Center on Media, Politics and Public Policy Harvard Kennedy School, Report, décembre 2016.
- PEREZ, Evan, et Jim SCIUTTO, « Jake Tapper and Carl Bernstein, Intel chiefs presented Trump with claims of Russian efforts to compromise him », *CNN Politics*, 10 janvier 2017, <http://edition.cnn.com/2017/01/10/politics/donald-trump-intelligence-report-russia/index.html>
- TRUMP, Donald J., *Great Again : How to Fix Our Crippled America*, New York: Threshold Edition, 2015.

- TRUMP, Donald J., « Remarks Announcing Candidacy for President in New York City », *The American Presidency Project*, 16 juin 2015 www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=110306
- TRUMP, Donald J., « Presidential Candidate Donald Trump Speech in Nashville, Tennessee », C-SPAN, 29 août 2015, www.c-span.org/video/?327853-1/donald-trump-remarks-nashville-tennessee
- TRUMP, Donald J., « Donald Trump Campaign Rally in Cincinnati, Ohio », C-SPAN, 13 octobre 2016, www.c-span.org/video/?416881-1/donald-trump-campaigns-cincinnati-ohio
- TRUMP, Donald J., (@realDonaldTrump), 17 février 2017, 13h48, <https://twitter.com/realdonaldtrump/status/832708293516632065?lang=fr>
- TRUMP, Donald J., (@realDonaldTrump), 30 mars 2017, 19h27, <https://twitter.com/realdonaldtrump/status/847455180912181249>
- TRUMP, Donald J., (@realDonaldTrump), 13 juin 2017, 05h48, <https://twitter.com/realdonaldtrump/status/874609480301936640>
- TRUMP, Donald J., (@realDonaldTrump), 11 octobre 2017, 06h55, <https://twitter.com/realdonaldtrump/status/918112884630093825>
- TRUMP, Donald J., (@realDonaldTrump), 11 octobre 2017, 17h09, <https://twitter.com/realdonaldtrump/status/918267396493922304>
- TRUMP, Donald J., (@realDonaldTrump), 21 octobre 2017, 17h07, <https://twitter.com/realdonaldtrump/status/921709468055896064>
- YGLESIAS, Matthew, « Poll : Trump's war on the media is backfiring », *Vox*, 24 août 2017, www.vox.com/policy-and-politics/2017/8/24/16192762/trump-media-poll
- YOURISH, Karen, Larry Buchanan, Alicia Parlapiano, « 160 Republican Leaders Don't Support Donald Trump. Here's When They Reached Their Breaking Point », *The New York Times*, 9 octobre 2016; <https://www.nytimes.com/interactive/2016/08/29/us/politics/at-least-110-republican-leaders-wont-vote-for-donald-trump-heres-when-they-reached-their-breaking-point.html>
- WALLACE, Chris, *Fox News Sunday w/Chris Wallace*, Fox News, 19 février 2017.
- WALKER, Shaun, « Russian Troll Factory Paid US activists to help fund protest during election », *The Guardian*, 17 octobre 2017.
- Post Editorial Board, « The Post Endorses Trump », *The New York Post*, 14 avril 2016.
- The Editorial Board, « How Donald Trump Tends His Media Blacklist », *The New York Times*, 15 juin 2016.
- « CPJ chairman says Trump is threat to press freedom », Committee to Protect Journalism, 13 octobre 2016, <https://cpj.org/2016/10/cpj-chairman-says-trump-is-threat-to-press-freedom.php>
- « Crowds turning against reporters at Trump rallies », *Reliable Sources*, CNN, 16 octobre 2016, <http://edition.cnn.com/videos/tv/2016/10/16/crowds-turning-against-reporters-at-trump-rallies.cnn>
- « Trump Shuts Down CNN Reporter », *CNN Politics*, [Vidéo], Aucune date précisée sur le site, <http://edition.cnn.com/videos/politics/2017/12/23/andrew-mccabe-to-retire-nr.cnn/video/playlists/top-news-videos/>
- « Conway: Press Secretary Gave 'Alternative Facts' », *NBC Meet the Press*, 22 janvier 2017, www.nbcnews.com/meet-the-press/video/conway-press-secretary-gave-alternative-facts-860142147643

- « Trump's War on the Media is Really a War on Truth », *Meet the Press with Chuck Todd*, MSNBC, 28 juin 2017, <https://www.nbcnews.com/meet-the-press/video/trump-s-war-on-the-media-is-really-a-war-on-truth-978359875805>
- « First Read's Morning Clips : Tillerson Called Trump a 'Moron' », NBC News, 4 octobre 2017, www.nbcnews.com/politics/first-read/first-read-s-morning-clips-tillerson-called-trump-moron-n807361